



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/1982/3/Add.24
16 mars 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1983
3-27 mai 1983
Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports présentés par les Etats parties au Pacte, relatifs aux
droits faisant l'objet des articles 13 à 15, conformément à la
résolution 1988 (LX) du Conseil

BARBADE

[16 février 1983]

I. GENERALITES

A la Barbade, l'éducation est actuellement régie par le chapitre 41 de la Loi intitulée Education Act (loi sur l'éducation) ainsi que par les articles 1er, 2, 29, 66 à 68 et 82 du chapitre 41A de la même loi. Toutefois, une loi plus ambitieuse encore a été adoptée par le Parlement en mai de cette année (loi No 25 de 1981 sur l'éducation) qui élargit la portée du chapitre 41A en y incorporant de nombreuses dispositions figurant déjà aux chapitres 41 et 41A et les complétant. Cette nouvelle loi abroge les chapitres 41 et 41A et il ne reste plus au Gouverneur général qu'à la promulguer pour qu'elle entre en vigueur. En conséquence, les dispositions prévues par les deux ensembles de textes sont présentées ici puisque la nouvelle loi doit entrer en vigueur sous peu.

* E/1983/30.

"Nul ne peut être privé de la liberté de réunion et d'association, c'est-à-dire de son droit de se réunir et de s'associer avec d'autres personnes et notamment de former des syndicats ou autres associations visant à la protection de ses intérêts, ou d'appartenir à ces syndicats ou associations."

Les enseignants ont effectivement utilisé de ce droit et ont maintenant deux syndicats (dont l'un est le Barbados Union of Teachers) chargés de veiller à ce que leurs traitements et autres conditions d'emploi s'améliorent et suivent l'augmentation du coût de la vie.

J. Droit des parents et des tuteurs légaux de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics

1) A la Barbade, il est permis, dans le cadre du système d'enseignement, de créer et d'ouvrir des établissements d'enseignement, c'est-à-dire des établissements ouverts et administrés par des personnes autres que l'Etat et des écoles privées, c'est-à-dire des écoles ouvertes et administrées par une personne autre que l'Etat.

Ces écoles sont régies par le Ministre de l'éducation qui, au titre de l'alinéa a) de l'article 82 du chapitre 41A, a le pouvoir d'établir des règlements régissant l'enregistrement des écoles privées et de fixer les conditions dans lesquelles ces écoles peuvent être agréées. La nouvelle Loi sur l'éducation (No 25 de 1981) établit les critères auxquels les écoles privées devront répondre pour pouvoir être agréées.

Article 33 1) :

2) Le droit des parents de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions est consacré par la Constitution.

Le paragraphe 2) de l'article 19 de la Constitution stipule que :

"Toute communauté religieuse a le droit de créer et d'administrer à ses propres frais des établissements d'enseignement et d'administrer tout établissement d'éducation qu'elle finance entièrement."

Le paragraphe 3) stipule en outre ce qui suit :

"...Nulle communauté religieuse ne pourra être empêchée de dispenser une instruction religieuse à ses membres, dans le cadre de son programme d'enseignement, qu'elle bénéficie ou non d'une subvention publique ou d'une autre forme d'aide financière lui permettant d'assurer tout ou partie des frais qu'elle assume au titre de cet enseignement."

Cependant, pour éviter que les élèves qui fréquentent une école confessionnelle relevant d'une religion différente de la leur ne se voient imposer des croyances autres que les leurs, le paragraphe 4 stipule que :

/...

"Nul ne peut être tenu, dans l'établissement scolaire qu'il fréquente, de recevoir une instruction religieuse, ou de participer ou d'assister à des cérémonies ou à des rites relevant d'une religion qui n'est pas la sienne..."

Le paragraphe 5 de l'article 19 de la Constitution dispose que :

"Nul ne peut être tenu de prêter un serment qui serait contraire à sa religion ou à ses croyances."

Ce même principe est énoncé à l'article 29 du chapitre 41 de la Loi sur l'éducation, qui stipule, d'une part, au paragraphe 1 que le Chief Education Officer est habilité à fixer le niveau d'instruction qu'un enfant de moins de 12 ans doit avoir atteint pour pouvoir être légalement embauché, et d'autre part, au paragraphe 2, que :

"Nul enfant ne sera tenu, au cours de sa scolarité, de passer des examens d'instruction religieuse, dans quelque doctrine que ce soit, à l'insu ou sans le consentement de ses parents ou tuteurs légaux."

L'article 54 de la nouvelle loi (No 25 de 1981), rédigé dans le même esprit, stipule expressément ce qui suit :

- "1) Pour être admis dans un établissement d'enseignement public ou le fréquenter, un élève n'est pas tenu de :
 - a) Fréquenter ou s'abstenir de fréquenter une classe d'instruction religieuse ou un lieu de culte;
 - b) Remplir des obligations religieuses ou recevoir une instruction religieuse, contre le gré de ses parents, dans l'établissement ou ailleurs;
 - c) S'acquitter d'obligations religieuses un jour par semaine fixé à cet effet par l'Eglise à laquelle il appartient.
- 2) Lorsque les parents d'un élève fréquentant un établissement d'enseignement public demandent que cet élève soit dispensé de toute pratique ou instruction religieuse dans l'établissement même ou en dehors, cette dispense sera accordée jusqu'à ce que la demande soit retirée."

K. Voir la réponse donnée au paragraphe 2 de la section J de l'article 13 ci-dessus

ARTICLE 14. PRINCIPE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET GRATUIT POUR TOUS

A la Barbade, l'enseignement primaire était déjà obligatoire et gratuit jusqu'à l'âge de 14 ans au moment de l'adhésion au Pacte.

/...

ARTICLE 15. DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE ET DE BENEFICIER
DU PROGRES SCIENTIFIQUE DE LA PROTECTION DES
INTERETS DES AUTEURS

L'article 20 de la Constitution consacre la liberté d'expression sur les plans
culturel et autres.

Le paragraphe 1) de l'article 20 dispose ce qui suit :

"Aucun individu ne pourra, sans son consentement, être privé de la
jouissance de sa liberté d'expression."

Le chapitre 300 de la loi intitulée Copyright Act garantit la protection des
activités créatrices et artistiques.
